

COMMUNIQUE DE PRESSE

2023. 03

Les écoles ferment mais la société regarde ailleurs !

Nous constatons depuis déjà plusieurs mois des dégradations liées à l'éducation des enfants un peu partout dans l'Hexagone et dans les Outre-Mer. Cette situation d'urgence nous préoccupe et les mesures pour enrayer cette crise majeure se font attendre et les promesses affichées par le gouvernement paraissent largement insuffisante !

De nombreux territoires sous dotés

Dans le milieu rural, les classes ferment les unes après les autres dans de nombreux villages, laissant les parents livrés à eux-mêmes : pas ou peu de transport pour répondre à cette injonction, pas de dotations supplémentaires de la part du gouvernement pour éviter ces fermetures abusives.

Dans les quartiers REP et REP +, le mal est encore plus profond et dure déjà depuis de nombreuses années : temps dédoublés supprimés, professeurs régulièrement absents, manque ou abandon des professionnels sociaux et sanitaires, écoles dégradées, classes vétustes, absence d'outils (notamment numérique) sont les lots quotidiens de ces classes.

La politique de logement social a accentué la ghettoïsation (manque de mixité sociale). Aucune politique d'intégration n'a été mise en place pour accueillir les nouvelles familles, ce qui rend difficile le travail des professionnels et accentue les inégalités scolaires.

Les professeurs non remplacés

Le système prévoit aujourd'hui un remplacement des professeurs au-delà de deux semaines d'absence. Ce délai est trop long. Un professeur absent doit être immédiatement remplacé pour éviter le décrochage scolaire. Tous Les territoires ne sont pas égaux dans la gestion des remplacements.

Remettre l'école au centre du village

L'éducation doit être une priorité politique qui se traduit par des moyens humains, financiers et pédagogiques. Les professeurs doivent être plus nombreux, mieux formés, mieux payés. L'État doit également déployer des moyens pour lutter contre la reproduction des inégalités qui touchent sévèrement les familles. « *L'égalité scolaire a une double dimension : assurer le même niveau d'exigence et de bien-être à tous les élèves et se donner les moyens de mieux accompagner ceux qui sont les moins favorisés.* » (**extrait** de la circulaire de rentrée 2022 du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Pap Ndiaye)

La CSF exige :

- Une harmonisation sur l'ensemble du territoire des dotations aux collectivités permettant ainsi à tous les établissements scolaires ; de répondre aux exigences et normes et sécurité des établissements (amiante en particulier) et de végétaliser des cours d'écoles, le développement durable faisant aujourd'hui partie intégrante des programmes scolaires
- Que la baisse du nombre d'élèves ne soit pas un prétexte à des fermetures de classes mais au contraire soit un atout pour améliorer le temps pédagogique et l'opportunité d'un maître supplémentaire dans les écoles.
- Que le dédoublement du CP n'entraîne pas les fermetures de certains lieux dans les écoles, notamment bibliothèques et les espaces informatiques, qui remettent en cause l'accès à la culture littéraire et numérique pour tous.

La Confédération Syndicale des Familles

53, Rue Riquet - 75019 PARIS
www.la-csf.org
01.44.89.86.80
contact@la-csf.org

Contacts presse :
Johan Jousseume
Secrétaire Confédéral
jjousseume@la-csf.org
07.83.99.38.26

Annie Giroud
Responsable Politique
Secteur Education CSF
agiroud09@gmail.com

Benoit Menard
Secrétaire Général
bmenard@la-csf.org
06.73.20.30.73